

Règlement communal sur les marchés de détails et champs de foire LC 08 03

du 6 décembre 2019

Entrée en vigueur : 1^{er} janvier 2020

Vu la loi sur le domaine public (L 1 05),

Vu le règlement communal relatif à la gestion des déchets de la Ville de Carouge (LC 08 911),

Le Conseil administratif de la commune de Carouge adopte dans sa séance du 6 décembre 2019 le règlement communal d'application suivant :

Toute désignation de personne, de statut ou de fonction dans le présent règlement vise indifféremment l'homme ou la femme.

Chapitre I Dispositions générales

Art. 1 Champ d'application

¹ Seul le Conseil administratif est compétent pour décider de la mise sur pied de marchés ou de champs de foire sur le territoire de Carouge. Sont réservées les compétences d'autorités cantonales notamment en matière de police, de contrôle des denrées alimentaires, des produits de boulangerie, des viandes, des alcools et boissons fermentés et tous autres produits, des poids et mesures, de l'affichage des prix, des marchandises aux prix protégés et des heures de fermeture des magasins.

² Sont notamment organisés :

- a) des marchés de produits alimentaires et autres marchandises,
- b) des marchés aux sapins,
- c) des marchés aux fleurs.

Art. 2 Autorité compétente

Le secteur « Carouge à votre service » (ci-après le service) et la police municipale sont chargés de l'application du présent règlement.

Chapitre II Dispositions concernant le marché de produits alimentaires et autres marchandises

Art. 3 But

Les marchés, au sens de l'article 1, alinéa 2, lettre a (ci-après : les marchés), sont un service au public, qui a essentiellement pour but de contribuer à l'approvisionnement de la population en produits alimentaires et non alimentaires apportés sur place par des marchands et des commerçants.

Art. 4 Lieux

¹ Les emplacements des marchés sont fixés par le Conseil administratif, après avoir consulté le département cantonal compétent. Ils peuvent être déplacés en cas d'indisponibilité des lieux habituels.

² L'ensemble des installations et localisations de stands est soumis aux consignes officielles des services de sécurité ou des autorités compétentes au niveau cantonal et communal, en particulier afin de garantir l'accès des véhicules de secours.

Art. 5 Heures d'ouverture

¹ Les jours et l'horaire des marchés sont fixés par le Conseil administratif.

² Les marchés sont en principe ouverts de 6 h 00 à 14 h les mercredis et samedis. Le marché du jeudi soir a lieu de 14h00 à 21h00, du premier jeudi de mars au dernier d'octobre.

Aucune vente n'est autorisée en dehors de cet horaire.

³ Le Conseil administratif se réserve le droit de supprimer ou de déplacer certains marchés dont le jour coïncide avec des jours fériés officiels ou des manifestations spéciales.

Art. 6 Définitions

¹ Sont des commerçants : tous les propriétaires ou locataires d'une arcade qu'ils utilisent eux-mêmes, située à Carouge, soit dans le périmètre du marché, soit à l'extérieur de celui-ci.

² Sont des marchands : toutes les personnes qui vendent des marchandises sur les marchés, mais ne sont ni propriétaires ni locataires d'une arcade à Carouge.

³ Les emplacements destinés à accueillir les installations des marchands et commerçants sont définis par la longueur (mètres linéaires) de l'installation sur la face destinée à la vente et à laquelle le public a accès. L'arrière des emplacements n'est en principe pas accessible au public pour de la vente, sauf autorisation expresse du service. La profondeur de l'emplacement est fixée par le service selon la configuration des lieux. Sauf indication contraire du service, les marquages délimitent strictement les emplacements.

⁴ L'installation de places assises destinées à accueillir des consommateurs comme sur une terrasse est limitée par le conseil administratif à au plus sept stands. Pour le reste du marché, seule la dégustation de produits à l'emporter debout au stand est tolérée pour les producteurs.

Art. 7 Installation et enlèvement

¹ Le mercredi et le samedi, le déchargement du matériel et des marchandises ainsi que l'installation des bancs de vente devront être terminés aux heures suivantes, durant toute l'année :

a) à 8 h 00 pour les locataires à l'abonnement ; les emplacements vacants à 7 h 30 peuvent être attribués à d'autres marchands abonnés, selon l'article 14 ci-dessous.

b) à 8 h 30 pour les locataires au jour le jour ; le service attribue les emplacements vacants dès 8h00 ;

c) à 9 h pour les commerçants qui installent un étalage devant ou à proximité immédiate de leur arcade située dans le périmètre des marchés.

² Le jeudi, pour les locataires à l'abonnement auxquels ce marché se déroulant uniquement sur la place du Marché est réservé, le déchargement du matériel et des marchandises ainsi que l'installation des bancs de vente ne peuvent commencer avant 14h00 et devront être terminés à 16 h 00 au plus tard.

³ Le déchargement du matériel ne doit en aucun cas gêner ou bloquer les autres marchands.

⁴ Le mercredi et le samedi, les emplacements devront être libérés de tout matériel, marchandises ou véhicules à 14 h 30 au plus tard, ceci notamment afin de permettre le nettoyage des lieux.

⁵ Le jeudi, les emplacements devront être libérés de tout matériel, marchandises ou véhicules à 22 h 00 au plus tard, et les marchands doivent emporter l'ensemble de leurs déchets.

⁶ Les marchands ou commerçants ne peuvent se prévaloir de leur place au marché pour en disposer en dehors des horaires, même à l'occasion d'autres manifestations organisées par la Ville de Carouge. Ils doivent, le cas échéant disposer de toutes les autorisations des organisateurs.

Art. 8 Circulation et stationnement

¹ La circulation et le stationnement de tout véhicule étranger aux marchés sont interdits à l'intérieur de ceux-ci.

² Pour les marchés du mercredi et samedi, les véhicules des marchands et des commerçants devront être évacués à 8 h 30, après l'installation des bancs et ne pourront revenir sur les lieux avant 13 h 00 pour l'enlèvement du matériel et des marchandises non vendues. Dans tous les cas, les marchands et les commerçants se conformeront aux directives du service.

³ Pour les marchés du jeudi, les véhicules des marchands devront être évacués à 16h00 et ne pourront revenir sur les lieux avant 20h30.

Art. 9 Tarifs et conditions de location

Les tarifs et les conditions de location des emplacements de marchés sont fixés par le Conseil administratif. Les tarifs sont par ailleurs régulièrement adaptés selon l'indice genevois à la consommation.

Art. 10 Autorisation

¹ Les marchands ne sont autorisés à vendre que les produits ou catégories de produits pour lesquels ils se sont au préalable enregistrés sur la liste tenue par le service.

² Lorsque cela est exigé par la législation cantonale ou fédérale, les marchands et les commerçants doivent être en possession de toutes les autorisations concernant leur activité commerciale.

³ Cette autorisation est personnelle et non transmissible. Elle doit être présentée à toute réquisition.

⁴ Le bénéficiaire de l'autorisation doit, sauf exception, être présent.

Art. 11 Producteurs

¹ Pour la vente des produits alimentaires, les producteurs ont la priorité par rapport aux revendeurs, pour la location des emplacements de marché à l'abonnement, au jour le jour ou pour le transfert des places.

² Le service pourra exiger des producteurs qu'ils prouvent leur qualité par deux attestations l'une émanant de l'autorité communale du lieu de production et l'autre du département des finances, certifiant qu'ils sont imposés comme producteurs.

Art. 12 Location

¹ Les emplacements de marchés peuvent être loués :

- a) par des commerçants ayant une arcade à Carouge;
- b) par des marchands.

² La location peut se faire :

a) par les commerçants uniquement le samedi :

1° sous forme d'abonnement semestriel ;

2° sous forme de ticket au jour le jour mais uniquement à condition que l'emplacement sollicité devant son arcade située dans le périmètre du marché n'ait pas été loué préalablement à un marchand ou à un autre commerçant par le biais d'un abonnement, ou si l'emplacement est libre;

b) par les marchands :

1° sous forme d'abonnement annuel (mercredi, jeudi, samedi);

2° sous forme de ticket au jour le jour au gré des emplacements vacants (mercredi et samedi uniquement).

³ L'attribution des locations sous forme de ticket au jour le jour est effectuée uniquement sur indication de la police municipale qui établit une liste dès 8 h 00. La liste est établie avec une priorité pour les abonnés qui souhaitent changer d'emplacement, notamment ceux qui seraient isolés du reste du marché par de nombreuses places vacantes, ou pour ceux qui souhaitent obtenir un emplacement supplémentaire, mais sous réserve de l'article 16. Ensuite et pour les emplacements restants, l'attribution s'effectue selon les critères définis aux lettres a, b et c de l'article 14, alinéa 2.

⁴ Il n'est donné aucune garantie de pouvoir trouver un emplacement pour chaque marchand désirant un ticket au jour le jour. Aucun emplacement n'est attribué en dehors de ceux prévus expressément dans le plan du marché.

Art. 13 Attribution des emplacements par abonnement pour les commerçants du périmètre du marché

La location est accordée en priorité aux commerçants ayant une arcade dans le périmètre du marché devant leur arcade ou à proximité immédiate de celle-ci. Toutefois, pour pouvoir bénéficier de cette priorité le commerçant doit louer son emplacement pour deux semestres et le demander au moins deux mois avant le début du premier des deux semestres de location. Il

doit adresser sa demande par écrit aux Intérêts de Carouge qui se chargera de la coordination avec le service.

Art. 14 Attribution des emplacements par abonnement pour les marchands et autres commerçants

¹ Les emplacements devenant vacants sont attribués par le service aux personnes inscrites, de la façon suivante :

- a) à une personne non-locataire le même jour;
- b) à un locataire pour un emplacement supplémentaire sous réserve de l'article 16.

² En plus des priorités fixées à l'alinéa 1, le service tiendra notamment compte des principes suivants :

- a) accorder pour la vente de produits alimentaires une priorité aux producteurs par rapport aux revendeurs, conformément à l'article 11 du présent règlement ;
- b) assurer un juste équilibre entre les diverses activités exercées par les marchands louant des emplacements sur les marchés ;
- c) favoriser le locataire le plus ancien lors de l'échange d'un emplacement ou l'obtention d'un emplacement supplémentaire ;
- d) respecter l'ordre chronologique des inscriptions.

³ Lorsqu'il y a eu interruption de location de plus de trois semaines sans excuse valable, seule la date de reprise entre en ligne de compte pour déterminer l'ancienneté.

⁴ Les commerçants du périmètre du marché bénéficient toujours d'une priorité sur les marchands pour l'emplacement situé devant leur arcade ou à proximité immédiate de celle-ci aux conditions prévues à l'article 13.

Art. 15 Déplacement des marchés

En cas d'indisponibilité des emplacements attribués habituellement, le service désigne aux marchands ceux qui leur sont octroyés pour les marchés déplacés. Les commerçants ne pouvant utiliser l'emplacement situé devant leur arcade, ou à proximité immédiate, ne peuvent obtenir un autre emplacement que s'ils en font la demande expresse, lors de leur inscription auprès des Intérêts de Carouge, et à condition qu'après attribution des emplacements aux locataires à l'abonnement, il reste de la place. Aucune indemnité ne peut être réclamée de ce fait.

Art. 16 Limitation du nombre d'emplacements loués et localisation des stands

¹ Les marchands et les commerçants peuvent louer plusieurs stands par jour de marché. Toutefois, chaque stand ne peut excéder quatre emplacements. Seul l'un de ces stands peut se situer sur la place elle-même. Les époux et leurs enfants vivant en ménage commun ne peuvent pas disposer de plusieurs autorisations.

² Il pourra être dérogé à ce principe, si la fréquentation des marchés le permet.

³ Le service répartira les emplacements en privilégiant la présence sur la place des producteurs et maraîchers.

Art. 17 Durée de location

¹ Toute location à l'abonnement est conclue à l'avance pour la durée du semestre suivant.

² La résiliation pourra être donnée de part et d'autre pour la fin de chaque semestre moyennant un préavis d'un mois pour la fin du semestre en cours. Les articles 18, 21 et 31 du présent règlement sont réservés.

³ Tout semestre commencé compte pour un semestre plein.

Art. 18 Paiement

¹ La location est payable tous les six mois pour le semestre à venir, en juin pour le second semestre (juillet – décembre) et en décembre pour le premier semestre de l'année suivante (janvier – juin).

² En cas de non paiement, un avis invitant à payer dans un délai de 10 jours est envoyé. Faute de règlement dans le délai fixé, l'abonnement est résilié avec effet immédiat.

Art. 19 Quittances

Le paiement de la location est constaté au moyen de tickets ou de reçus que les marchands et commerçants doivent garder en leur possession et présenter à toute réquisition des fonctionnaires du service. Les locataires non abonnés qui ne peuvent présenter les tickets de paiement doivent quitter immédiatement l'emplacement qu'ils occupent.

Art. 20 Occupation des emplacements

¹ Les emplacements attribués doivent être occupés avec grande régularité par les bénéficiaires. Les marchands et commerçants ne sont en aucun cas autorisés à occuper un autre emplacement que celui qui leur a été attribué par le service, ceci même en cas d'absence du titulaire de l'emplacement.

² Le mercredi et le samedi, dès 7 h 30 pour les marchands et dès 8 h 30 pour les commerçants, la police municipale dispose des emplacements non occupés par les titulaires abonnés.

³ Les emplacements vacants ou non occupés sont attribués contre paiement d'une redevance journalière, le mercredi et le samedi. Le ticket est délivré pour la durée du marché et cesse d'être valable dès que le vendeur abandonne la place attribuée.

⁴ Lors d'absences prévisibles, les titulaires sont tenus d'avertir le service par écrit sans délai, afin de permettre l'attribution temporaire de la place, en priorité à un autre abonné qui en fait la demande ou conformément aux dispositions de l'article 12.

Art. 21 Résiliation

¹ Toute autorisation d'emplacements sur les marchés est accordée à bien plaisir et peut être retirée ou suspendue en tout temps en cas de nécessité et notamment pour des raisons de sécurité, d'utilité publique ou si les marchés ont été déplacés et cela sans aucune indemnité. Il en est de même dans les cas suivants :

- a) de non-paiement de la location dans le délai fixé par l'article 18;
- b) de non-occupation régulière de l'emplacement autorisé, c'est-à-dire en cas d'interruption de l'utilisation de plus de 3 semaines sans excuse valable;
- c) de plaintes fondées sur la conduite d'un marchand ou d'un commerçant;
- d) de violation du présent règlement, ainsi que des dispositions prises par l'administration municipale;
- e) dans le cas où des vendeurs ou leurs employés offriraient des présents ou des pourboires au personnel des services publics.

² Cette disposition est également applicable à la location au jour le jour en ce qui concerne les lettres c à e.

Art. 22 Conditions de location

¹ Les locations de places sur les marchés, pour la vente des denrées et marchandises de toute espèce, sont personnelles et non transmissibles. Toute sous-location est interdite.

² Le Conseil administratif pourra autoriser exceptionnellement la continuation d'un abonnement :

- a) par le conjoint survivant ;
- b) par le descendant d'un marchand ou d'un commerçant défunt ou atteint d'une incapacité permanente de travail, à condition qu'il ait collaboré antérieurement;
- c) par le repreneur d'une arcade dont le commerçant était au bénéfice d'un abonnement semestriel;
- d) dans des circonstances exceptionnelles qui motiveraient une telle décision.

Art. 23 Personnalité du locataire

Les locations peuvent être consenties à des personnes physiques ou à des personnes morales. Toutefois, ces dernières doivent obligatoirement désigner un responsable qui sera seul répondant vis-à-vis du service.

Art. 24 Responsabilité de l'administration

L'administration municipale n'assume aucune responsabilité pour les dégâts qui pourraient être causés aux marchandises, au matériel et aux véhicules des marchands ou commerçants installés sur les marchés.

Art. 25 Limites des emplacements

Il est interdit de dépasser les limites de l'emplacement attribué et d'empiéter sur la voie réservée à la circulation ainsi que sur les trottoirs, soit avec la marchandise, soit avec le matériel ou un véhicule, sauf autorisation donnée par le service.

Art. 26 Etalages

¹ Les vendeurs qui veulent abriter leurs marchandises peuvent le faire à condition que la couverture de l'étalage au point le plus bas soit à 2 mètres du sol, et l'élévation maximum soit de 3 mètres.

² Cette couverture ne peut dépasser latéralement les dimensions de l'emplacement concédé. Une tolérance est admise devant et derrière l'emplacement. Si des tentes sont installées, elles doivent être tenues constamment en bon état.

³ Sont réservés les cas prévus à l'article 29 du présent règlement pour lesquels les marchands et les commerçants ont l'obligation d'abriter leurs marchandises.

⁴ Il est interdit d'élever un étalage latéralement ou à l'arrière du stand, si cette élévation entraîne la suppression de la vision sur les autres stands.

Art. 27 Poids

¹ Chaque locataire doit utiliser une balance et des poids ou mesures dûment poinçonnés, pour le pesage et le mesurage de ses marchandises. Ces objets doivent être maintenus en bon état de propreté.

² Le poids doit être aussi nettement visible tant du côté de l'acheteur que de celui du vendeur.

Art. 28 Colportage

Le colportage de quelques marchandises que ce soient est interdit sur les marchés.

Art. 29 Mesures d'hygiène

¹ La vente des denrées alimentaires est soumise aux prescriptions fédérales et cantonales en la matière.

² Les marchands et les commerçants doivent en outre respecter toutes les prescriptions légales cantonales édictées en matière d'hygiène et de vente de denrées alimentaires applicables aux marchés.

Art. 30 Emballages et matériaux

¹ Les emballages doivent respecter toutes les prescriptions légales cantonales édictées en matière d'hygiène et de vente de denrées alimentaires applicables aux marchés.

² Les produits en plastique à usage unique (sacs, pailles, couverts, vaisselle et autres objets ou contenants) sont interdits et ne doivent pas être proposés sur les marchés. Ils peuvent être remplacés par des produits et contenants réutilisables (avec ou sans consigne) ou compostables selon la norme EN 13432.

Art. 31 Tromperies

Toute tromperie envers le public, sur la qualité ou la quantité des marchandises, entraînera l'exclusion immédiate des marchés ainsi que la résiliation de l'abonnement avec effet immédiat, sous réserve des sanctions pénales prévues par les lois en vigueur et de la réparation du préjudice causé.

Art. 32 Prix des marchandises

Le prix de chaque marchandise doit être indiqué d'une façon lisible.

Art. 33 Attitude à l'égard du public

Les locataires marchands ou commerçants et leurs vendeurs ne doivent pas importuner le public.

Art. 34 Plaque-enseigne

¹ Une plaque-enseigne est obligatoire pour tous les marchands et commerçants sur les marchés, soit au ticket, soit à l'abonnement. Cette plaque-enseigne doit être en métal et indiquer, en lettres blanches sur fond bleu, les nom et prénom du marchand, son genre de commerce et son domicile. Les dimensions de cette plaque sont de 0,30 m sur 0,20 m. Elle doit, en tout temps, être lisible et visible du public. Les commerçants doivent indiquer clairement le nom de leur commerce.

² Toute publicité sur le marché est interdite, à l'exception de celle faite sur le stand lui-même à propos de l'activité qui s'y déroule.

Art. 35 Propreté des emplacements

¹ Sur tous les emplacements des marchés, il est formellement interdit de jeter sur le sol des débris de fruits, légumes, fleurs, papiers, etc.

² Au départ du marchand ou du commerçant n'ayant pas d'arcade dans le périmètre ou de l'enlèvement du stand par le commerçant ayant une arcade dans celui-ci, l'emplacement doit être exempt de tout déchet.

³ La collecte, l'enlèvement et l'élimination des déchets engendrés par les marchés sur le domaine public de la commune sont à la charge des marchands. Les marchands sont invités à trier leurs éventuels produits compostables dans les déchets organiques.

Art. 36 Employés

¹ Les marchands et commerçants abonnés peuvent être autorisés à se faire seconder ou remplacer temporairement. Ils doivent adresser une demande écrite et motivée au service, indiquant le nom, le prénom, la date de naissance, la nationalité, le n° AVS et le domicile de l'employé qui doit bénéficier de toutes les autorisations de travail.

² Sauf en cas de maladie, pour laquelle un certificat médical peut être exigé ou si un arrangement particulier est accordé par le service, la présence du marchand ou du commerçant doit être régulière. En cas d'abus, l'autorisation sera annulée.

³ Cette autorisation ne peut être accordée à des marchands ou commerçants à l'abonnement le jour même de marché.

Art. 37 Tranquillité des marchés

¹ La présence des musiciens ambulants est interdite sur les marchés. Des animations peuvent être mises sur pied par la Ville de Carouge, les Intérêts de Carouge ou une société ou association mandatée par elle ou autorisée par l'administration.

² Il est interdit à quiconque de provoquer du scandale sur les marchés, soit par ses propos, soit par son attitude. Sous réserve des sanctions prévues, conformément à la loi, les contrevenants aux dispositions ci-dessus sont expulsés des marchés.

Art. 38 Bruit

¹ Toute diffusion parlante ou musicale, transmise au moyen d'un appareil ou instrument quelconque, est interdite, sauf si la diffusion parlante ou musicale est en rapport direct avec l'activité exercée sur le stand concerné.

² Cette disposition ne s'applique pas aux animations organisées conformément à l'article 37, alinéa 1.

Art. 39 Obligations des marchands et commerçants

¹ Tous les marchands et les commerçants et leurs employés doivent se conformer aux instructions données par le service et la police municipale.

² Ils doivent en outre, observer les mesures prises par l'administration, de même que les dispositions spéciales concernant chaque marché.

Art. 40 Parking à la volée

¹ Le mercredi et le samedi, il est mis en place le long de la place du marché un système de parking à la volée surveillé pour permettre aux usagers du marché de stationner leur véhicule 30 minutes. Les mesures de limitation de trafic nécessaires sont mises en place, tant et aussi longtemps que son fonctionnement est assuré. Les tarifs de la redevance comprennent le parking à la volée.

² Ce parking ne peut pas être utilisé par les marchands, les commerçants ou leurs employés.

³ La gestion de ce parking à la volée peut être déléguée.

Art. 41 Stationnement des véhicules de marchands et commerçants

1 Aucun véhicule destiné au transport des marchandises ou des personnes ne peut être stationné dans le périmètre du marché à l'arrière de l'emplacement attribué s'il est susceptible de créer un obstacle visuel empêchant les usagers d'avoir une vue sur la totalité des marchés (places et rues adjacentes).

2. Des possibilités de stationnement sont offertes, sans réservation ni garantie de place, pour les véhicules transportant les marchandises sur le mail des Promenades et celui de la place de Sardaigne (dans la partie située entre l'entrée du Parc Cottier et le mail des Promenades, exclusivement). Le service délimite les emplacements.

Chapitre III Dispositions concernant les marchés aux sapins

Art. 42 Autorisations

¹ Ces marchés ont lieu au mois de décembre de chaque année, sur le ou les emplacements arrêtés par le Conseil administratif et sont ouverts de 8 h à 19 h. Les dates précises sont fixées chaque année en fonction du calendrier par le Conseil administratif. Ils sont réservés aux personnes qui font une demande d'autorisation au service au plus tard deux mois avant l'ouverture des marchés. L'administration fixe la grandeur des emplacements. Elle peut refuser des autorisations notamment si la quantité de demandes dépasse le nombre d'emplacements disponibles.

² L'attribution est faite par le service en tenant compte, entre autres, de l'ancienneté comme marchand sur les marchés aux sapins.

³ Le prix et les conditions de location sont fixés par le Conseil administratif pour toute la durée du marché. La vente à la journée n'est pas admise. Le prix est payable au service avant l'installation.

⁴ Les marchands doivent être présents sur les marchés pendant toute la durée de ceux-ci.

⁵ Les marchandises et le matériel peuvent être apportés un jour avant le début du marché. Ils doivent être disposés chaque soir sur les emplacements de façon esthétique et de manière à ne pas gêner les piétons.

⁶ Les marchandises et le matériel restant le soir sur place sont sous l'entière responsabilité des marchands.

⁷ Les emplacements doivent être débarrassés avant le 24 décembre à 17 h.

Art. 43 Marchandises autorisées

¹ A part les sapins, il ne pourra être vendu que du houx, du gui et des branches de sapin à l'exclusion de tout article manufacturé.

² Le Conseil administratif se réserve le droit d'autoriser d'autres activités, dans le but d'animer ce marché.

Art. 44 Circulation et stationnement

La circulation et le stationnement de tout véhicule sont interdits sur les marchés aux sapins.

Art. 45 Autres dispositions

Les articles 1, 2, 4, 10, 21, 23 à 25, 28, 31, 32, 33, 34, 35, 37 à 39 du présent règlement sont applicables aux marchés aux sapins.

Chapitre IV

Dispositions concernant les marchés aux fleurs

Art. 46 Marchés aux fleurs

¹ Les marchés aux fleurs ont lieu :

- a) pour le muguet le 30 avril et le 1^{er} mai;
- b) pour la Fête des mères et le 2^e dimanche de mai (fleurs de balcon);
- c) pour la Toussaint du 27 octobre au 1^{er} novembre.

² Les emplacements sont arrêtés par le Conseil administratif.

³ Ils sont réservés aux personnes qui s'inscrivent au service, au plus tard un mois avant l'ouverture de la vente.

⁴ L'administration peut limiter la surface des emplacements demandés suivant le nombre de demandes d'autorisations, voire les refuser, notamment si leur nombre dépasse la quantité d'emplacements disponibles.

⁵ L'attribution est faite par le service en tenant compte de l'ancienneté comme marchand sur les marchés aux fleurs. L'autorisation est personnelle et intransmissible.

⁶ Le prix et les conditions de location sont fixés par le Conseil administratif pour toute la durée de chaque marché et le prix est payable au service avant l'installation. Le prix n'est pas fractionnable.

⁷ La marchandise et les stands doivent être installés le jour du commencement de la vente et enlevés chaque soir, sauf autorisation spéciale du Conseil administratif.

Art. 47 Marchandises autorisées

¹ Seules les fleurs peuvent être vendues sur les emplacements permis.

² Le Conseil administratif se réserve le droit d'autoriser d'autres activités dans le but d'animer ces marchés.

Art. 48 Circulation et stationnement

La circulation et le stationnement de tout véhicule, y compris les véhicules de livraison, sont interdits sur les marchés aux fleurs.

Art. 49 Autres dispositions applicables

Les articles 1, 2, 4, 10, 21, 23 à 25, 28, 31, 32, 33, 34, 35 et 37 à 39 du présent règlement sont applicables aux marchés aux fleurs.

Chapitre V

Dispositions concernant la vente sur les champs de foire et les emplacements de fêtes

Art. 50 Lieux

Pendant la durée des champs de foire, lors des fêtes ou des manifestations spéciales la vente de jouets, produits manufacturés ou alimentaires, etc., ne peut avoir lieu que sur les emplacements désignés par le Conseil administratif. Il en est de même pour les emplacements lors des fêtes des écoles et de la fête nationale.

Art. 51 Attribution

Les emplacements sont réservés aux seules personnes physiques domiciliées dans le canton de Genève, à l'exclusion de toute association ou société commerciale. Elles doivent demander une autorisation par écrit auprès du service, au plus tard un mois avant l'ouverture de la manifestation ou de la date fixée pour les fêtes. L'attribution est faite par le service en tenant compte de l'ancienneté comme marchand sur les champs de foire et les emplacements des fêtes.

Art. 52 Prescriptions fédérales et cantonales

La vente de tout article est subordonnée à la délivrance d'une patente cantonale. Les denrées alimentaires ne sont admises que sous réserve de l'observation des prescriptions fédérales et cantonales en la matière, notamment s'agissant des mesures d'hygiène. L'activité commerciale doit respecter toutes les dispositions fiscales également.

Art. 53 Location

Le tarif des prix de location des emplacements et les conditions sont fixés par le Conseil administratif. Le prix est fixé pour toute la durée de la manifestation et n'est pas fractionnable. Il est payable avant le début de la manifestation.

Art. 54 Autres dispositions

Les articles 1, 2, 4, 10, 21, 23 à 25, 28, 31, 32, 33, 34, 35 et 37 à 39 du présent règlement sont applicables.

Chapitre VI Dispositions transitoires et finales

Art. 55 Dispositions transitoires

Les modalités de paiement semestriel décrites dans l'article 18 entrent en vigueur pour 2014.

Art. 56 Mesures et sanctions administratives

¹ Les contrevenants aux dispositions du présent règlement sont passibles de peines de police et d'une amende administrative pouvant s'élever de 100F à 2000F.

² Indépendamment des sanctions prévues ci-dessus, le service peut retirer temporairement ou définitivement l'attribution d'un emplacement à un marchand ou commerçant contrevenant aux dispositions du présent règlement, notamment dans les cas suivants :

- a) Non-paiement de l'abonnement dans le délai fixé
- b) Non-occupation répétée de l'emplacement ou non-présence du titulaire
- c) Non-respect réitéré des indications et exigences formulées par le service ou la police municipale.

³ Le Conseil administratif est seul compétent pour prendre toute disposition non prévue dans le présent règlement et seul juge pour trancher les cas litigieux. Ses décisions sont sans appel hormis les droits réservés en faveur de la juridiction des tribunaux genevois compétents.

Art. 57 Clauses abrogatoires et entrée en vigueur

Le présent règlement abroge et remplace le règlement des marchés de détails et champs de foire, du 28 mai 2014. Le présent règlement, adopté par le Conseil administratif le 6 décembre 2019, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.